N° 125 — 15e Année — CINQ CENTIMES LE NUMERO — (14 Floréal An 1119) — Mardi 3 Mai 1908

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

REDACTION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) — TOURCOING, rue VERTE, 55

Siège administratif : Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS — ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr. — Nord et départements limitrophes : Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

PRIX DES ANNONCES : ANNONCES ..... 0 fr. 25 la ligne — RÉCLAMES ..... 0 fr. 50 — FAITS DIVERS ..... 0 fr. 75 — LOCAUX ..... 0 fr. 0 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

Chronique de la Semaine

La réception du roi Edouard VII aura été, à la part de Paris, des plus cordiales.

Malgré les efforts des nationalistes, la foule s'est montrée sympathique au monarque qui longtemps, se mêla à la vie parisienne et sut conserver l'amitié de tous les Français qui l'approchèrent.

Cela, toutefois, ne fait pas l'affaire de la Patrie, journal de M. Millevoye et c'est une véritable occasserie que les explications données par cet organe du chauvinisme outrancier.

Hier, la *Patrie* racontait gravement que si le roi d'Angleterre n'avait pas été sifflé, *c'est qu'elle ne l'avait pas voulu*. Voici le texte même de cette amusante affirmation :

« *Si nous avions voulu*, si nous avions donné formellement ce conseil aux Parisiens, le roi aurait été sifflé outrageusement partout, et les manifestations hostiles auraient pris un tout autre caractère. »

Ce n'est pas précisément la violette qui doit être l'emblème symbolique de la *Patrie*.

S'imaginer qu'on dirige l'opinion au point d'imposer à la capitale de la France, l'attitude qu'elle doit prendre quand un monarque vient la visiter, cela rappelle la fable de la grenouille se gonflant pour se donner l'aspect considérable d'un bœuf.

Si nous avions voulu !!!

Gustave Nadaud a mis des prétentions de ce genre en vers et la France entière s'en est amusée.

Si la Garonne avait voulu
Lanturlu.
Elle aurait dégelé le Pôle...

Vraiment la « Patrie » n'est pas modeste.

Elle plastronne quand même et refuse de se rendre compte de son manque total d'influence sur la population qu'elle prétend diriger.

Il est vrai que ces petites manifestations de la vanité ne tirent pas à conséquence, mais le nationalisme, dont la *Patrie* est l'organe, doit néanmoins commencer à se rendre compte qu'il est bien malade dans notre pays.

Il n'aura pas même eu l'éclat fulgurant d'une étoile filante.

Et déjà il a définitivement sa place au pays des vieilles lunes.

***

On connaît l'histoire de ce duc de Veragua, descendant de Christophe Colomb, ministre d'Espagne, qui, se présentant un jour à un guichet du télégraphe pendant son séjour à Chicago, demanda si la signature comptait pour plusieurs mots.

— La signature est gratuite lui répondit l'employé.

Alors le duc signa de tous ses noms :

Christophe Colon de Toledo y Larrastegui de Ramirez de Baguedano y Gaste Almirante y Adelantado, Mayor de las Indias, Marqués de la Jamaica, Duque de Veragua y de la Vega, Grande de España, Senador del Reino, Caballero de la Insigne Orden del Tcison de Oro, Grand Cruz de la Concepcion de Villaviciosa, Gentil Hombre de Camara del Rey de Espana ...

L'employé du télégraphe en eut une syncope.

Il vient d'arriver au guichet d'une ville du Nord, une histoire d'un autre genre, mais aussi originale.

Une jeune personne venait de rédiger une dépêche à son fiancé (mettons fiancé pour rester dans la régularité). L'employé lui avait dit que le prix du télégramme était de cinquante centimes au moins, à la condition qu'il n'excède pas dix mots.

La demoiselle en avait écrit neuf.

— J'ai encore droit à un mot, interrogea-t-elle ?

— Parfaitement.

Alors pour user de son droit, elle écrivit gravement :

— Jembrasseraimjetême.

L'employé crut qu'il s'agissait d'un mot en langue étrangère et il passa la dépêche.

Se non e vero...

***

M. le Maire de Comines (Nord), vient de mourir.

Cet excellent homme, en quittant la vie, a laissé, paraît-il, à sa veuve, la bagatelle de quinze millions, *gagnés dans la fabrication* des rubans.

Ce n'est pas que la femme du défunt en ait grand besoin, car il paraît que sa fortune personnelle est considérable et les quinze millions de *son époux*, ne lui donneront ni le facile plaisir d'ajouter un entremet ou un dessert à son dîner, ni la possibilité de satisfaire un désir ou de se donner une joie supplémentaire.

Chacun étant libre de disposer de son bien, nous ne dirons rien du testament exclusif fait par le millionnaire en question, si ce dernier, en s'en allant dans un monde qui, pour lui, ne sera jamais meilleur — car il fut un des heureux de la vie — n'avait pas manqué au devoir de solidarité sociale et d'humanité, qui est la loi de tous.

Quand on a gagné quinze millions, on n'est jamais sans le concours d'efforts d'un tas de gens moins heureux qui ont connu la peine en grossissant la sacoche d'un seul et cela, sans avoir même eu la perspective de pouvoir espérer, pour leur compte, un avenir dépourvu d'angoisses.

Ils ont trimé pour le patron, laissant ainsi leur devoir.

Mais, quand l'homme enrichi s'endort du dernier sommeil sur un monceau d'or, il serait équitable de sa part, de songer aux pauvres diables, aux desshérités de la vie qui n'ont eu que leur part de douleurs dans l'effort fait par eux pour assurer, pendant de longues années, le bonheur de celui qui s'en va.

Il est beau de devenir riche. Il est juste, quand on l'est, d'être charitable et de songer, à l'heure où le diable boucle votre valise, à donner à ceux qui vous ont aidé, un peu de ce superflu que l'on abandonne d'une façon définitive et sans espoir d'en revoir jamais un atôme.

Or, M. le maire de Comines, qui meurt sans enfant, n'a pas laissé un sou aux pauvres ; pas un maravédis aux œuvres d'assistance. pas un liard à la commune dont il a été le maire pendant trente ans.

Ses ouvriers ont travaillé, sué, peiné pour lui amasser une fortune considérable.

Il les honore de l'oubli le plus complet et ne se préoccupe même pas de mettre un rayon de joie au front d'une pauvresse ou de laisser derrière lui, la bénédiction d'un berceau.

Une pareille fin manque non seulement de générosité, mais aussi d'équité.

Il lui eût été si facile de laisser en partant, le souvenir d'un bienfait qui eût honoré sa mémoire !

Cela ne lui eût rien coûté, car il n'emporte pas avec lui ses millions entre les quatre planches où il va rendre à la terre la poussière de ses os.

S'est-il donc imaginé que la grande niveleuse qui fauche, avec la même indifférence, le millionnaire et le gueux, lui tiendrait compte des écus entassés, et dont il a craint la restitution à la société, à laquelle il les doit en partie ?

Aussi grand que l'on ait été sur terre, on ne tient pas plus de place dans une bière, que le loqueteux pour qui le linceul, dernier costume sans reprise, est un costume de luxe.

C'est bien dans la mort que l'égalité, cette chimère du vivant des hommes, s'affirme complète, définitive, absolue.

M. le maire de Comines qui était un croyant ne retrouvera pas ses écus au Paradis. Ceux-ci pour lui, si nous en croyons les saintes Ecritures qui rendent l'entrée d'un riche dans cette région heureuse, plus difficile que le passage d'un chameau par le trou d'une aiguille.

Nous n'insisterons pas ; toutefois, ce qui, à côté de la regrettable action du défunt, donne à son départ un côté gai, c'est le nez décimétrique du clergé qui s'attendait à recevoir quelques legs.

Séculiers et réguliers se brossent l'abdomen avec ensemble.

Ils en sont réduits à danser la gigue des douloureuses navrances, devant le tabernacle.

Le maire ne lègue même pas au suisse de l'église, *comme le fit, un jour, par testament*, un certain farceur, la peau de son... dos pour s'en faire un tambour.

Ses quinze millions restent le bloc intangible. S'est-il imaginé qu'il pourrait contempler, même après son décès, la lourde sacoche qui les contient ?

Ce clérical ne lisait pas assez les Evangiles !

***

Cette pensée de conservation de ses écus, même après le trépas, nous remet en mémoire une joyeuse anecdote relative à deux israélites fort riches qui songèrent un jour à se léguer par testament une partie de leur fortune.

Kahn Isaac dit à Abraham Lévy :

— Quand je suis arrivé en France, j'avais six francs dans ma poche. J'ai fait rendre à ce capital modeste, après quarante ans d'efforts, six millions. Comme on n'est jamais sûr de ce qui se passe de l'autre côté de la vie, je vais le léguer deux cent mille francs à charge par lui de déposer cette somme dans ma bière. De ton côté, fais-en autant.

Abraham Lévy adhéra avec enthousiasme à cette proposition. (Il savait son camarade condamné par les médecins), et tous deux jurèrent par la barbe de Moïse, *d'être fidèles* à leur serment.

Or, comme le médecine avait décrété la mort de Khan dans les six mois, il enterra Lévy cinq ou six ans après.

Dans le cercueil de ce dernier, respectueux de la parole donnée, il déposa une enveloppe d'aspect volumineux, scellée d'un quintuple cachet de cire noire.

Quelques mois plus tard, des héritiers qui connaissaient la clause testamentaire, obtinrent, sous un prétexte quelconque, l'exhumation du corps de leur parent.

Ils s'imaginaient mettre la main sur le magot et empocher les deux cent mille francs du naïf Khan Isaac.

Ils trouvèrent simplement, enveloppé dans une vieille gazette au format copieux, un chèque de la somme, ordonnancé au nom du *de cujus*.

Jamais le Dieu d'Israël n'entendit autour d'une tombe pareille série de jurons, On se serait cru à un Concile d'évêques.

Khan Isaac avait roulé Abraham Lévy, mais il expliquait la chose ainsi :

Sa signature vaut trente fois deux cent mille francs. Abraham aurait accepté mon chèque les yeux fermés.

Toutes les banques de Paris le lui paieront quand il le voudra. Quant aux autres héritiers, comme c'est précisément pour leur soustraire deux cent mille francs que le testament a été fait, qu'ils aillent se plaindre à Dache, perruquier des zouaves, si le cœur leur en dit.

Et il conserva les deux cent mille francs jusqu'au jour où lui-même s'en alla discuter de la question avec Lévy qui l'attendait, sans impatience, depuis douze ans, dans le monde où le Dieu de Jacob reçoit les bons Juifs.

E. LAGRILLIERE-BEAUCLERC.

CAUSERIES

L'AMOUR ET L'ARGENT

De la bonne cuisine, s. v. p.

Nous voguons en pleine actualité, car l'*Union Française de la Jeunesse* vient de faire un concours entre les élèves du cours de cuisine, et je n'ai pas à me excuser de parler cuisine — de bonne cuisine — sous une rubrique qui s'appelle « l'Amour et l'Argent ». Chacun le sait : un des miracles que, du haut en bas de l'échelle sociale, nous devons à notre compagne, c'est que, selon le mot de Molière, elle nous fasse « bonne chère avec peu d'argent ». Et, dans ce pays, la vieille amoureuse des Gaulois a établi que plus d'un cordon-bleu avait trouvé moyen de se faire épouser par des hommes de goût. Ils passaient par-dessus la tendresse pour garder la casserole.

Le fait est qu'il suffit d'avoir un peu couru le monde pour donner toute sa valeur de symbole au vieux rite qui, au cœur des cités antiques, commé dans le secret de chaque maison, voulait qu'une flamme, entretenue par des mains de femmes, vierges, vestales ou matrones, brûlât perpétuellement, comme l'âme de la ville, comme la personnalité de chaque famille.

Promenez-vous dans la campagne, et dînez-moi si vous ne pas y soupirez après qu'un acte vraiment rituel, certainement *religieux*, s'accomplissait, *à la chute du jour*, dans les maisons couvertes de chaume, quand, soudain, du toit mousseux, montait dans le paix du soir, une petite colonne de fumée ? En regardant cette écharpe bleue qui s'effilochait dans le ciel, vous avez pensé :

« — Ici veille une prévoyance de femme. Tout à l'heure, des quatre coins de l'horizon, les membres épars de la famille vont se rallier autour de ce feu qui brûle. La maison sera refaite. Le repas que le père, la mère, les enfants, les vieux, tout le jour dispersés par les exigences du travail prennent ensemble, n'est pas seulement une fonction naturelle, c'est un acte spirituel, une communion.

Supposez, au contraire, que nous soyons dans un de ces pays où la femme n'allume pas de feu, le soir, pour préparer elle-même un repas qu'elle a cuisiné, mais un dîner où le goût de s'occuper des siens lui manque. Du coup, la famille est en péril.

J'ai vu cela en Norvège.

Il y a une grande ville où des sociétés mollié philanthropiques, mollié pratiques ont installé d'immenses cuisines à vapeur. On peut, là, l'étudiant sein à côté de l'ouvrier, manger sur place, la portion que l'on vous sert pour *quelques sous ou emporter cinq* ou six parts que l'on servira, refroidies, sur la table de la famille. Les institutions sont commodes pour l'individu : elles *contribuent à détruire le vieux groupe familial*. A quoi bon, en effet, imposer à chacun la nécessité de retrouver, à une heure dite, en un point unique de l'espace, pour prendre, sans grande chaleur et sans grande lumière, une nourriture que l'on se procure à sa commodité dans la cuisine à vapeur ? Il y a un lien plus étroit qu'on ne l'imagine entre l'odieux égoïsme des Heidda Gabler, des Hermine Lorentzen, des héroïnes de la *Maison de Poupées* et les ignorances culinaires de la femme du peuple en pays norvégien.

Aux Etats-Unis j'ai trouvé la même insuffisance chez la plupart des femmes du peuple. Et là, les *conséquences* sont plus graves encore.

Personne ne veut garder la maison. Femmes et jeunes filles aiment mieux aller *travailler pour un salaire dans un bureau*, si l'on habite la ville, dans une fabrique si l'on habite la campagne. Autant qu'on peut on prend sa nourriture dans une pension. S'il faut absolument que la femme se décide à servir dans l'intérieur de la maison, une nourriture quelconque au mari ou aux enfants, ce n'est pas une raison pour qu'elle prépare elle-même ce repas là. Le goût et le soin faire-là manquent également.

Lorsque, l'année dernière, l'organisation du trust de la viande (*beef-trust*) a failli provoquer des émeutes dans Chicago, le président Roosevelt à intervenir dans le conflit, on a appris des choses surprenantes : les trois quarts des femmes du peuple, aux Etats-Unis, ne connaissaient qu'un morceau de viande : le filet (*tenderloin*) ; elles ne voulaient pas acheter un autre morceau, car il *faudrait le faire cuire plus longtemps*, l'accommoder un peu pour lui donner du goût.

On aime mieux envoyer à la recherche d'un morceau de viande dont la réputation est qu'il est tendre et qu'il se rôtit bien. On le porte chez le boulanger voisin pour le *faire cuire. On se borne à éplucher quelques* pommes de terre et à les jeter dans l'eau pour accompagner le rôti. On ne sait ni *lotcher* au veau, ni au mouton, ni au porc. On ne connaît même pas de réputation le pot-au-feu ; on n'a pas de goût pour nommer ce plat qui était le triomphe du savoir et des instincts d'économie de la femme française : « un regoût. »

De telles mœurs ne sont pas seulement déplorables au point de vue de la vie morale de la famille, elles ont une fâcheuse répercussion sur la santé tout court. La façon abominable dont on se nourrit en Amérique a une responsabilité lourde sur la mauvaise santé de la race. Sans doute l'effort démesuré est, pour une large part, coupable de ce qu'il est rare de trouver un homme fait d'un homme de quarante ans, ouvrier ou homme de bureau, un sujet déjà vieux. Mais la dyspepsie est un autre facteur important de cette fatigue accablante qui empêche l'être humain de parcourir aux Etats Unis, avec une santé normale, le cercle d'une vie normale. En les conditions dans lesquelles la *nourriture est préparée* touchent les cerveaux en ruinant les estomacs.

Les Norvégiens et les Suédois sont si persuadés qu'on ne rebâtit une race par la bonne cuisine, qu'ils ce sont mis à cette étude avec une ardeur qui a la couleur d'un mouvement patriotique. Dans les écoles primaires de la plus petite ville norvégienne, la maîtresse est tenue de faire un cours pratique de cuisine à ses fillettes, à tour de rôle, ces enfants vont au marché ; elles doivent acheter, seules, en ménagères, selon les occasions du jour. Ensuite on prépare le repas. Les comptes de cuisine sont au tableau la façon de calcul. On exécute trois fois le même plat : avec du beurre, avec de l'huile, avec de la graisse. On règne des soustractions pour montrer quelles économies on peut réaliser avec tel ou tel ingrédient.

La Suède, pourtant si aristocratique de tendances, a créé à Upsal, dans la ville universitaire, une école de cuisine. Les jeunes *filles du monde* (on en cite qui portent de grands noms), vont y étudier, pratiquement, toutes les sciences de la maison. Elles vivent là, pensionnaires, en contact avec des filles du peuple, qui, elles, cherchent à l'école de cuisine un supplément de culture professionnel et un diplôme. On attache, en Suède, un sens moral et noblement poétique à de tels efforts. On vous dit :

— Une fois sur deux, une jeune fille qui ne fait point du mariage une affaire d'intérêt mais qui veut s'établir selon son cœur, devra se contenter d'un budget modeste à son entrée en ménage. La science qu'elle apprend à notre école, à une haute portée sociale et morale. C'est un effort loyal de la femme pour seconder la sincérité de l'amour avec les exigences de l'argent.

En Amérique, on commence à fonder des « Académies culinaires ». Des jeunes filles qui ont passé par de telles écoles ne font pas la mode de ces pays-là, attendent vingt-sept ou vingt-huit ans pour se marier, vont y recevoir sous forme scientifique un enseignement qu'en France nous avions une tendance à considérer comme un art.

Cet art-là est-il encore pratiqué chez nous avec autant d'habileté qu'jadis ?

Il n'est pas question ici de la virtuosité des *restaurants*. Quand le jury a donné sa médaille d'or à Saint-Sirier-Bernascon *e pour sa soupe aux poissons* et sa cuisine italienne », il n'a pas seulement fait de la politique de réconciliation, mais un acte de justice. Paris est plein de temples et de chapelles où la bonne cuisine en est servie comme elle le mérite. Mais il n'y a pas à dire, dans la maison bourgeoise, dans le peuple, la science de la cuisine baisse. Nous élevons une génération de femmes qui, pas en haut, sous couleur d'apprendre la philosophie et la chimie, par en bas, de fréquenter un bureau ou un atelier, vont laisser se perdre cette tradition unique.

— Voulez vous, me disait naguère le curé de ma paroisse, qui ne s'occupe pas précisément, croyez-le bien, de théologie et de politique, voulez-vous que je vous signale une des causes de la diminution des mariages dans le peuple ? Ces logements de familles nées filles de la présente génération sont dela science culinaire. Sous prétexte qu'elles vont à l'atelier et qu'elles rapportent un salaire dans la maison, elles ne veulent soigner *par leurs mères* comme une domestique. Le matin on leur sert le café au lit, le soir elles lisent le journal pendant que leur mère prépare le dîner. Elles ne savent pas mettre une casserole au feu. Elles se trouvent pas de mari. Et alors ?

Je voudrais bien savoir ce que pensent de cet « alors-là » les mondaines qui se mettent *à l'école de la science sociale*, qui, avec une vaillance digne d'admiration, luttent pour la conservation du rôti familial menacé par l'égalisme de l'individu.

HUGUES LE ROUX.

L'ESPRIT D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

L'imagination, l'habitude, les conventions, les préjugés nous font une multitude de besoins qui nous éloignent de notre nature. Nos besoins naturels sont en petit nombre et bornés, au lieu que les besoins créés par l'imagination sont invariables et sans nombre.

Plus les hommes ont de besoins, et plus il leur est difficile de se rendre heureux. La félicité consiste dans l'accord de nos besoins avec le pouvoir de les satisfaire.

Tant d'hommes ne sont malheureux et méchants que parce que les enfant des besoins qui rendent leurs désirs indomptables. Le bonheur consiste à ne désirer que ce qu'on peut obtenir.

(D'HOLBACH.)

On dit...

Bonne prise. Les douaniers turcs ont saisi, à la frontière Bulgare, une *caisse remplie de souverains d'or anglais* qu'un Comité avait expédiés de Londres à destination des insurgés macédoniens.

***

M. Kruger. — Le président Kruger quittera Menton dans trois semaines. Il passera l'été à Harlem, près d'Amsterdam.

***

De l'anarchie au théâtre. — L'anarchiste Most, condamné à un an de prison pour avoir publié une apologie de l'assassinat de Mac Kinley, vient d'être mis en liberté, après avoir purgé dix mois de sa peine. Most a l'intention de se retirer de la politique et de fonder un théâtre populaire.

***

La société dans les Universités. — La question sociale pénètre de plus en plus dans le programme des études des Universités allemandes. A l'Université de Berlin, le professeur Sombart qui annonce un cours de sociologie touchant aux problèmes connexes ; à celle de Greifswald, c'est le professeur Odenkourg qui traitera de la question sociale. A Heidelberg, le professeur Lesse fera un cours sur les sociétiques modernes ; à Tubingue, le professeur Neumann, à Tubingue, occupe une chaire d'histoire du communisme et du socialisme.

***

Comme les hommes. — La femme d'un haut fonctionnaire militaire de la vieux d'un médecin connu, Maria Vouikoff, se sont battues en duel au sabre, à Moscou. Mme Vouikoff a reçu deux blessures à l'épaule. Quatre femmes armées ont servi de témoins.

La cause du duel est que Mme Vouikoff a accusé *son adversaire d'être la maîtresse* d'un jeune officier.

NOUVELLES A LA MAIN

Au tribunal.

Le président. — Allez, je ne vous condamne pas aujourd'hui, mais j'espère que c'est la dernière fois que je vous vois ici !

L'accusé. — Comment ! est-ce que vous allez déjà prendre votre retraite ?

***

Monsieur à son domestique :

— Jean, qu'est-ce donc que ces cris que j'entends depuis une demi-heure dans le salon ?

— Oh ! Monsieur, ça doit être Madame qui est en train de chanter, ou le chien et le chat qui se battent !

Nos Dépêches

Par fil télégraphique et téléphonique

Edouard VII à Paris

TROISIÈME JOURNÉE

Au temple anglican

Paris, 3 mai. — Comme à son habitude, le roi Edouard s'est levé d'assez bonne heure, à sept heures. Il était très *dispos*.

Après son déjeuner, qu'il a pris à 9 heures, le roi a travaillé avec le capitaine Postonby, écuyer, faisant fonction de secrétaire privé.

Le roi est sorti à onze heures cinq pour se rendre au temple anglican de la rue d'Agues-seau. Une foule de curieux emplissait la rue Saint-Honoré et était difficilement maintenue, en amont et en aval de l'ambassade britannique par des agents et des municipaux à pied. Une compagnie de la garde était échelonnée sur le parcours de l'ambassade au temple et rendait les honneurs.

Le roi sortait une petitegote gris foncé et était coiffé d'un chapeau de soie. Il tenait une canne à la main. Placé entre sir Edmund Monson, ambassadeur d'Angleterre, et M. Austin Lee, conseiller d'ambassade, le roi a franchi à pied la courte distance qui sépare le « palais royal » du temple. Des cris assez nombreux ont été poussés sur son passage, notamment rue d'Agues-seau.

Le roi a été reçu à l'entrée du temple par le Révérend Noyes, pasteur officiant, et a été conduit à la place qui lui avait été réservée, à gauche du chœur : l'ambassadeur s'est placé à droite. Suivant le désir du souverain, le temple n'avait reçu aucune décoration spécial. Seul, l'autel était orné de plantes vertes.

Les bancs placés derrière les sièges du roi et de sir Edmund Monson étaient occupés par les *personnages de la suite et le personnel de l'ambassade.*

Le service a duré une heure.

A sa sortie, le roi a été salué de nouveau par la foule. *Les cris de : Vive le roi ! dominaient.*

Le souverain a souri par de fréquents saluts. Il est *rentré* à pied à l'ambassade.

Au Ministère des Affaires étrangères

M. Delcassé offrait aujourd'hui un déjeuner en l'honneur du roi.

Edouard VII a quitté l'hôtel de l'ambassade à midi et quart, en landau découvert, avec le président Fallières. Il a été salué par un piquet de cent hommes de la garde républicaine qui prenait la tête du cortège. Le landau du roi et les *membres de l'ambassade* suivaient dans des calèches.

Une foule nombreuse de curieux, des loueurs de chaises, d'échelles, s'étaient rangés, depuis midi, le long de la rue Royale et de la place de la Concorde. Malheureusement pour eux, le cortège royal a gagné le quai d'Orsay par les avenues de Marigny et Nicolas, et par le pont Alexandre III. Pont et avenues étaient quasi désertes.

Au ministère des affaires étrangères, où il est arrivé à une heure et demie, le roi a été reçu, au bas du perron de la cour d'honneur, par le président Fallières, M. Pichon et Mollard.

Il a été conduit immédiatement dans le grande salle de manger de gala.

La table, qui comptait plus de 100 couverts, était dressée dans la grande salle à manger de gala dont les fenêtres donnent sur les ravissants jardins du ministère. Elle avait la forme d'un immense rectangle terminé à chaque bout par un trapèze ; un magnifique surtout d'orchidées était placé devant le roi.

Retour à l'ambassade

Le roi Edouard VII n'a quitté le ministère des affaires étrangères qu'à quatre heures moins un quart.

Depuis assez longtemps cependant, le déjeuner était terminé, et nous avions vu sortir quelques-uns des personnages invités à la table du roi, mais Edouard VII tenait à s'entretenir avec notre ministre des affaires étrangères, M. Decassé.

Enfin le roi descend le grand escalier du ministère, passe entre les gardes républicains qui lui présentent le sabre, et monte dans sa voiture. L'ambassadeur d'Angleterre, sir Edmund Monson prend place à sa gauche, l'amiral Fournier en face de lui. Le cortège traverse la cour, sort sur le quai d'Orsay et tourne à gauche, avec son escorte de gardes.

Tout le quai d'Orsay, à la hauteur du ministère, est noir de monde, sur le trottoir opposé ou des chaises et des bancs ont été loués et occupés dès le matin par des gens de la rive gauche qui ne voulaient pas manquer ce passage.

Le cortège suit alors au grand trot le pont Alexandre, couvert aussi, à droite et à gauche, d'un public qui pousse des cris d'enthousiasme ou salue respectueusement, puis il passe entre le Grand et le Petit Palais, dont le bas est cachée par la foule des spectateurs, derrière un cordon de gardiens de la paix, et, ici encore, les chapeaux se lèvent et des mouchoirs s'agitent.

Le traversée des Champs-Elysées, perpendiculairement au flot des voitures, un moment arrêtées, est l'occasion, pour le roi d'Angleterre d'accueillir encore par de gracieux saluts de la tête, une succession *de manifestations sympathiques.*

Moins de monde dans l'avenue Marigny ; mais la foule reparaît, compacte, sur la place Beauvau et dans le faubourg Saint-Honoré. Devant l'ambassade d'Angleterre, s'est une ovation des plus chaudes qui attend le roi : la voiture traverse la cour de l'hôtel, actuellement le palais royal, au bruit des acclamations les plus nourries qui même empêchent de bien entendre les tambours battant aux champs dans la cour.

Cérémonies intimes

Lorsque le roi est rentré à l'ambassade, il a présidé à deux cérémonies intimes.

Tout d'abord, il a reçu 150 enfants qui lui ont été présentés par la directrice de la British school, située rue Berghâne. Ces enfants avaient été conviés à une garden-party, à laquelle ont assisté les principaux membres de la colonie anglaise.

M. Reginald Gosling, directeur du Jubilee Victoria home (asile de vieillards), a également présenté au roi cinquante pensionnaires.

A l'issue de la fête dans le jardin de l'ambassade, les enfants et les vieillards ont été invités à un thé et un souper offert par M. Frank Gardner, *citoyen américain habitant Paris* et ayant longtemps résidé en Australie.

Le roi a ensuite présidé à la plantation d'un marronnier dans le jardin de l'ambassade. A *cette seconde cérémonie*, toute intime, n'assistaient que quelques privilégiés.

C'est une coutume *anglaise de planter* ainsi un arbre en signe d'un événement mémorable. Jamais la reine Victoria ne manquait de le faire lors de ses voyages.

L'arbre marronnier planté aujourd'hui commémorera la visite d'Edouard VII à Paris.

Pendant que ces faits avaient lieu dans le jardin de l'ambassade, une autre cérémonie s'accomplissait dans le grand salon du palais.

Au nom du souverain, le major-général Clarke remettait les décorations dont on trouvera la liste plus loin.

M. Prodi, commissaire spécial, a reçu du général, de la part du roi, comme cadeau, une épingle de cravate en diamant et pierres précieuses, représentant le chiffre du roi, surmonté d'une couronne.

Les Décorations

Le président de la République a fait dans l'ordre de la Légion d'honneur, à l'occasion du voyage du roi d'Angleterre, les promotions et nominations suivantes :

Grande-officiers. — Honorable Charles Hardinge, ministre plénipotentiaire ; major-général sir Stanley Clarke, écuyer en fonctions de maître de la cour.

Commandeurs. — Contre-amiral Lambton, commandant le yacht de Sa Majesté ; sir Francis Laking, médecin de Sa Majesté.

Officier. — Capitaine de seinsson Forieszoe, écuyer.

Chevaliers. — Capitaine Postonby, secrétaire particulier ; M. de Martino, peintre de Sa Majesté.

De son côté, le roi d'Angleterre a fait dans l'ordre de Victoria les promotions et nominations suivantes :

Grand'croix. — M. de Selves, préfet de la Seine ; M. Lépine, préfet de police ; M. Deville, président du Conseil Municipal de Paris.

Commandeur. — M. Mollard, ministre plénipotentiaire, *directeur du protocole*.

Officier. — Baron de Boujour, adjoint du protocole.

Chevalier. — M. Locquet, administrateur des gardes-meubles nationaux.

LES TOASTS

TEXTES OFFICIELS

Paris, 3 mai. — Voici le texte exact des toasts échangés hier au Palais de l'Elysée tel qu'il est officiellement communiqué :

Toast de M. Loubet

Sire,

« Je lève mon verre en l'honneur de votre majesté, je vous remercie cordialement de votre visite et de cette manifestation des relations amicales qui existent si heureusement entre nos deux pays et qui doivent se resserrer encore pour le développement de tant d'intérêts communs et pour la paix du monde.

« A Sa Majesté le roi ! A Sa Majesté la reine, à toute la famille royale pour le bonheur et la prospérité de la Grande-Bretagne. »

Toast du Roi

Monsieur le Président,

« Les paroles que vous venez de prononcer, m'ont vivement touché, et c'est à moi de vous remercier pour la bienveillante réception que j'ai envoyée. Je connais Paris depuis mon enfance. J'y suis revenu bien des fois et j'ai toujours admiré la beauté de cette ville unique et l'esprit de ses habitants.

« Je n'oublierai jamais l'accueil que j'ai reçu de vous-même M. le Président, de votre gouvernement et du peuple.

« Je suis heureux de cette occasion qui resserrera les liens d'amitié et contribuera aux *rapprochements de nos deux pays dans leurs* intérêts communs.

« Notre grand désir a été que nous marchions ensemble dans la voie de la civilisation et de la paix.

« Je lève mon verre en l'honneur du Président de la République et pour la prospérité et la grandeur de la France. »

M. Roosevelt en France

Paris, 3 mai. — Le bruit se confirme d'une nouvelle visite officielle de M. Roosevelt, président de la République des Etats-Unis viendrait officiellement en France au mois de juillet prochain. Il serait accompagné de toute une escadre.

EXODE DE BOERS

La Rochelle, 3 mai. — Ce matin, 250 Boers, comprenant un grand nombre de femmes sont arrivés par train spécial à la Pallice Rochelle, venant de Hollande. Ces Boers se sont embarqués à 40 heures, sur un paquebot anglais à destination du Chili.

LES DOCKERS DE MARSEILLE

Marseille, 3 mai. — Les dockers se sont réunis cet après-midi à la Bourse du Travail, afin de prendre connaissance de la lettre-réponse des entrepreneurs.

Voici le texte de cette lettre adressée au secrétaire de l'Union syndicale des ouvriers de port :

« Monsieur le Secrétaire,

« Votre lettre du 2 mai, en nous portant une nouvelle demande d'entrevue dans apporte un programme nouveau à celui du 30 avril dernier, vous, dites-vous, accepter dans toute sa teneur. Pour aboutir à un résultat pratique, une entrevue doit avoir pour objet la recherche d'une entente dans la bonne réception que j'ai entendu d'avance, de votre côté, que l'on n'envisage pas les choses dans cet esprit. Par cette, vous devez reconnaître qu'il serait inutile de vouloir une nouvelle conférence si les conditions impératives de votre lettre devaient être maintenues.

« Agrez, Monsieur, etc.

« Le secrétaire,

« VALLEAUX ».

La discussion a été fort vive, et les opinions très divisées. Comme on n'aboutissait à aucune décision, M. Massel, secrétaire général, a invité tous les chantiers à se réunir demain et à envoyer chacun, dans un ordre de jour motivé, quelle est la ligne de conduite qu'il entendent suivre.

Les plupart des ouvriers se montrent favorables aux bases qui leur sont proposées.

On espère que pour terminer le conflit les dockers se montreront disposés à faire une nouvelle concession.